
L'expérience de Liège 2017 – que l'on aurait tort de clore – apparaît riche d'enseignements. Car en fait, de quoi s'agit-il ? De la mise en mouvement d'un territoire par la mobilisation de 150.000 citoyens et d'un nombre impressionnant d'acteurs autour d'un projet majeur capable de symboliser le redéploiement futur de la région liégeoise. Ainsi, a-t-on pu observer la capacité du bourgmestre Willy Demeyer, du président Robert Tollet, du porteur de la démarche Jean-Christophe Péterkenne, ainsi que d'un *noyau de convictions partagées* qu'il n'est pas utile ici de recenser, de créer une remarquable dynamique collective. Chefs d'entreprises, responsables associatifs, scientifiques, fonctionnaires, élus de tous bords ou simples citoyennes et citoyens ont porté une idée commune et forte qui a largement soulevé l'intérêt en-dehors des espaces liégeois. Voici quelques mois, j'avais d'ailleurs pu mesurer le réel enthousiasme que Liège 2017 suscitait à Mons auprès de chefs d'entreprises, lors d'une présentation du projet à l'initiative de l'AWEX et de Hainaut Développement.

Ce qui est marquant dans la dynamique liégeoise c'est que, comme le notent les organisateurs, elle pourrait bien être *irréversible*^[1]. Bien sûr parce que plusieurs projets majeurs ont été lancés ou confortés comme le tram ou l'éco-quartiers de Coronmeuse, et qu'une formidable promotion de Liège a été réalisée en Europe et dans le monde. Mais le mouvement pourrait surtout être irréversible parce qu'un changement social s'est enclenché, voire une rupture dans la trajectoire liégeoise : ce que les Liégeois ont appelé l'*Union sacrée*.

L'Union sacrée autour d'une vision commune du territoire

On peut de nos jours concevoir l'action publique, tout comme le management d'entreprises de plusieurs manières. La première consiste à s'entourer d'experts avec lesquels on construit discrètement – ou même dans le plus grand secret – une stratégie sur laquelle on organise ensuite des concertations et des consultations pour essayer de disposer, par la négociation patiente, d'un appui minimal, voire d'un assentiment qui vous assure des appuis relatifs ou de complicités tacites pour soutenir vos décisions. La seconde manière consiste à co-construire les stratégies avec l'ensemble des acteurs qui seront parties-prenantes de la mise en œuvre. Cette stratégie s'élabore sur base d'une vision commune et partagée d'un avenir dans lequel acteurs et citoyens trouvent leur place. La première voie permettra la régulation du système, son adaptation, son maintien en équilibre, la tentative d'assurer son fonctionnement correct sur une durée limitée. La seconde voie est d'une autre nature : c'est celle qui ouvre les portes des changements structurels, qui amorce les transformations profondes et durables, celle que les sociologues appellent "changement social" : ce *phénomène durable qui affecte la structure ou le fonctionnement d'une société en profondeur*^[2].

Il nous paraît que par son ouverture aux acteurs et sa mobilisation stratégique, Liège 2017 s'est engagée sur la deuxième voie, celle qui écoute, celle qui dialogue, celle qui crée du lien, celle qui associe, réunissant, comme l'écrivait Tocqueville, les efforts des esprits

divergents, et les poussant vers un seul but clairement défini ^[3]. C'est donc un capital de confiance et un potentiel d'action extraordinaire que s'est constitué Liège, par son action volontariste.

Bien sûr, d'autres territoires wallons ont, ces dernières années, construit des visions communes et rassemblé leurs acteurs. Parmi eux, on peut sans se tromper citer RéseauLux, dans la prolongation de la démarche Luxembourg 2010, incarnée par le gouverneur Bernard Caprasse, la Wallonie picarde dans laquelle le géographe et spécialiste du développement territorial Pierre Vandewattyne, directeur général de l'intercommunale IDETA, a su allier les mondes politique, entrepreneurial et culturel, ou encore *Le Cœur du Hainaut, centre d'énergie*. Cette dernière démarche, portée par le patron de l'entreprise SBMI, François Goudaillez, ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Hainaut, parvient, dans un territoire de 500.000 habitants, à mobiliser les forces vives de Mons - Borinage - Centre - La Louvière, avec les appuis réellement tangibles de l'intercommunale IDEA, le soutien de la Communauté urbaine du Centre et les encouragements du Premier ministre Elio Di Rupo. Là aussi plusieurs chantiers ont été conçus qui pourraient faire rupture ^[4]. Reste à les concrétiser. Toutefois, malgré des ingénieries territoriales abouties et des mises en œuvre dynamiques, il faut reconnaître qu'aucune de ces trois démarches, malgré leurs forums délibératifs, n'a pu encore constituer le capital d'appui citoyen et d'Union sacrée que Liège 2017 a rassemblé.

De la pertinence des territoires au projet régional

Les territoires pertinents sont aujourd'hui les territoires qui allient les capacités d'apprentissage créatif, d'intelligence collective et de gouvernance démocratique (opposée à technocratique), c'est-à-dire comprise comme la faculté d'un territoire de se piloter à partir de ses acteurs et donc aussi à les mobiliser. Ces facultés déterminent dès lors l'attractivité, la compétitivité et la cohésion sociale du territoire. Les outils de planification se multiplient depuis le Contrat d'Avenir pour la Wallonie de 1999-2000 ainsi que le Plan Marshall qui l'a poursuivi. A ce dernier, sous sa version 2.Vert, s'ajoutent désormais les nouveaux chantiers que sont la révision du Schéma de Développement de l'Espace régional wallon (SDER), la dynamique Horizon 2022 ainsi que la nouvelle Stratégie régionale de Développement durable (SRDD). Pourtant, à notre connaissance, aucune de ces démarches ne s'est encore inscrite dans une logique de co-construction avec les acteurs, ne s'est ouverte aux entreprises et aux citoyens, aucune n'a marqué son intention d'élaborer collectivement une vision claire et volontariste de l'avenir wallon. Le fait que ces initiatives s'inscrivent dans la continuité des différents plans lancés ces dix dernières années indique qu'elles ne sont pas jusqu'ici porteuses d'un changement structurel. Or, j'observe que de nombreux acteurs majeurs du redéploiement, y compris dans les universités, appellent aujourd'hui de leurs vœux une vision unique et partagée par toutes et tous de l'avenir de la Wallonie.

*L'appel pour un Contrat sociétal wallon, lancé par une vingtaine de personnalités, membres du Collège régional de Prospective le 4 mars 2011 ne disait pas autre chose lorsqu'il soulignait que *La Wallonie ne se métamorphosera jamais pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain si elle se contente de faire porter les nouvelles responsabilités par ses seuls élus et par le seul secteur public. Elle doit mobiliser toutes ses ressources au service de son développement : ses entreprises, ses travailleurs, ses associations, ses administrations, ses acteurs de terrains, ses citoyens, ses jeunes et ses retraités... Les capacités qui sont les siennes comme ses potentialités sont immenses : de nombreux exemples existent des transformations importantes qu'elles ont déjà permises. En cela, la Wallonie de l'avenir réside déjà largement dans celle du présent, même s'il faut pouvoir reconnaître que le processus est loin d'être achevé* ^[5].*

La Wallonie : l'indispensable métamorphose

Les temps sont révolus où le professeur Michel Quévit pouvait regretter l'absence d'une classe dirigeante voire d'une société wallonne : les élites économiques, sociales, politiques liégeoises sont bien présentes aujourd'hui au Cercle de Wallonie à Namur tandis qu'à Wavre, à Mons ou à Marche on vibre pour Liège2017. On se déplace de partout en Wallonie pour se rendre au Verdbois ou au Val Saint-Lambert. Libramont s'est affirmée comme un autre pôle rassembleur à l'initiative de Benoit Coppée et, sur le plan scientifique, des échanges étroits se multiplient entre Mons et Louvain-la-Neuve, d'une part, Gembloux, Arlon et Liège d'autre part. Les écoles doctorales préfigurent pour demain une grande université de Wallonie, pourquoi pas avec l'Université libre de Bruxelles et Saint-Louis, si ces universités y perçoivent quelque intérêt.

Tout ce bouillonnement permet, dirait Edgar Morin, de rechercher une voie vers la métamorphose^[6]. Pour la Région wallonne, cela signifie un changement de forme, de nature et de structure, si considérable que, tout en maintenant son identité, *transformée dans l'altérité*, la Wallonie ne sera plus reconnaissable. Un changement de paradigme, simple mais radical : plutôt que de consulter en silo et concerter a posteriori, la voie est de co-construire des stratégies avec les acteurs, définir une vision claire et partagée de l'avenir, mobiliser toutes les ressources et toutes les intelligences. Imaginez : 150.000 Wallonnes et Wallons s'engageant à redéployer la Wallonie, à la mettre en mouvement accéléré...

Philippe Destatte

[1] *Liège Expo 2017 : le meilleur reste à venir !* (23 novembre 2012) <http://www.liege-expo2017.com/fr/actualites.html>

[2] Isabelle CHAPPELLIERE et Natacha ORDIONI, *Le changement social contemporain*, coll. *Les Economiques*, Paris, Ellipses, 1996. – Edgar MORIN, *Sociologie*, p. 191sv, Fayard, 1984.

[3] Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, t.1, 2, p. 23, (1835), Montréal, Classique Uquam, 2002.

[4] <http://www.coeurduhainaut.be/le-territoire.html>

[5] *Appel pour un contrat sociétal wallon*, dans *La Libre Belgique*, 4 mars 2011. http://www.college-prospective-wallonie.org/Appel_Contrat-societal.htm

[6] Edgar MORIN, *La voie, Pour l'avenir de l'humanité*, p. 31sv, Paris, Fayard, 2011.